



LES MIRAGES DE L'OPPOSITION

Le secrétaire politique du FSLN de la Région III (Managua) explique pourquoi il est sûr de la victoire en 1990.

CINQ JOURS DE REFLEXION SUR LE DESTIN DE LA TERRE

Les décisions les plus importantes du grand congrès d'écologie.

ET LE NICARAGUA A SURVECU

Bilan et perspective de la campagne "Le Nicaragua doit survivre"

LE PROCESSUS ELECTORAL AVANCE

La grande majorité des partis ont participé à la constitution du Conseil suprême électoral. Une analyse de la signification de cette première phase et des manœuvres qui se dessinent.

**LES CHOSES QUI N'ONT PAS ETE FAITES
EN DIX ANS DE REVOLUTION**

Elles sont nombreuses.

EL SALVADOR : ECHEC DE LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS

La carte "centriste" a fait faillite et le pays est au bord de l'éclatement social.

EN BREF :

- LE POINT SUR LE PROCESSUS ELECTORAL
- DERNIERE HEURE : FORTE DEVALUATION DU CORDOBA
- LA RFA DISPOSEE A APPUYER LE PROCESSUS ELECTORAL
- VOYAGE D'OMAR CABEZAS EN EUROPE
- LA MONTRE DE L'ANN : L'HEURE DIX DE LA SOLIDARITE

60 P 11481

LES MIRAGES DE L'OPPOSITION

par Silvia Torres, repris de *Barricada*.

Managua, juin (ANN). L'influence de l'opposition à Managua; la réduction de la base sociale du sandinisme; la crise économique, la campagne du journal *La Prensa* - autant de thèmes que Carlos Carrión, secrétaire politique du FSLN de la Région III - qui inclue la capitale - abordés pour le quotidien *Barricada*.

Barricada : On dit que le FSLN perd du terrain à cause de la crise économique.

Carlos Carrión : Il est évident que l'ampleur de la crise et les difficultés économiques aiguïssent le mécontentement, mais celui-ci ne se traduit pas automatiquement par une adhésion aux thèses de l'ennemi.

La bataille pour la survie quotidienne se traduit par d'énormes sacrifices, exige de grands efforts et pousse à la réflexion. L'identification de la population de Managua avec le sandinisme est passé par différentes étapes et a évolué sur le plan qualitatif.

Aujourd'hui, le consensus autour du FSLN ne se fonde plus sur la réparation d'une rue ou l'amélioration des transports, mais sur la conviction que le FSLN est la meilleure et la seule option pour le pays.

Barricada : Il n'y a plus le même enthousiasme qu'en juillet 1979.

Carlos Carrión : L'enthousiasme de la population jailli au moment du triomphe a commencé à se consolider autour de transformations matérielles qui ont permis de reconnaître la nature du gouvernement et de voir quels intérêts il défendait. Mais il s'agissait là d'une identification superficielle.

Puis la guerre a commencé à demander davantage de participation: il a fallu donner et non plus seulement recevoir, et donner quelque chose de difficile puisqu'elle exigeait d'assurer la défense de la patrie, de prendre le risque de mourir. Ce moment a représenté la première bataille idéologique.

Tous les secteurs ont dû renoncer à une partie de leur bien-être. Il y a même eu des conflits, les consciences se sont forgées. Aujourd'hui, on peut dire que la population a fait sien le projet que la révolution propose: "Je crois à cela, cela est à moi et je suis disposé à me sacrifier, à courir des risques, à prendre des initiatives".

Les célébrations du 19 juillet vont être massives. Un des aspects les plus intéressants est que sont entrés dans les comités des gens qui s'étaient éloignés et qui reviennent vers le Front maintenant que la situation est

plus difficile. On observe également une forte croissance du Parti. Le mois dernier, davantage de gens se sont intéressés au Front que durant toute l'année dernière. D'ici août, nous allons doubler le nombre de nos membres.

Barricada : La crise provoque le mécontentement. Comment les sandinistes vont-ils affronter cette situation ?

Carlos Carrión : Comme nous avons l'habitude de le faire, même dans les situations les plus conflictuelles: en allant vers les gens pour discuter avec eux, en expliquant les causes et en cherchant avec eux des solutions. Il ne s'agit pas d'expliquer de maison en maison les comptes de la nation, mais de consolider l'effort idéologique d'appropriation pour susciter des initiatives de survie et de solidarité.

Ces deux facteurs, l'explication et la recherche de solutions, nous ont permis de régler des problèmes dans le mouvement ouvrier, chez les jeunes et les enseignants. L'influence politique du Front pourrait diminuer de façon grave si nous n'étions pas capables d'aller dans le moindre recoin, là que se forme l'opinion publique, pour expliquer et chercher des solutions.

Barricada : A propos du mécontentement, pensez-vous que les enseignants s'identifient toujours à la révolution et au FSLN ?

Carlos Carrión : Les ennemis de la révolution risquent d'avoir encore une fois des mirages. Le fond de l'affaire est que le peuple considère que le gouvernement est à lui, il s'en est approprié. C'est pourquoi il critique, il revendique. Ce qui s'est récemment passé avec les enseignants en est une preuve.

La situation des enseignants est dure. Ce n'est pas le propos de déterminer si elle est plus ou moins difficile que celle des autres secteurs. Pourtant, partout la manipulation politique a été rejetée, y compris par ceux qui avaient les positions les plus radicales. Et il s'agissait d'un rejet sincère, authentique. Cela indique une évolution des consciences. Le débat idéologique dans le corps enseignant a permis, malgré la propagande forcée de l'ennemi, des initiatives de la base aussi bien que du gouvernement, des ajustements qui permettent d'affronter les difficultés.

Barricada : Mais la revendication de fond persiste.

Carlos Carrión : La question de l'augmentation des salaires n'a pas été réglée. Daniel leur a expliqué que nous n'en avons pas les moyens. Je crois que le journal *La Prensa* s'attendait à ce que, par démagogie électorale, nous disions: "Nous vous accordons une augmentation". La "une" du lendemain, qui était "Ortega a dit non", est la meilleure preuve du sérieux du FSLN et de la fermeté idéologique des enseignants. "La Prensa" croyait, avec ce titre, provoquer un incendie, mais la situation est com-

plètement différente et les enseignants sont parfaitement conscients qu'il faut continuer à imaginer des solutions. C'est ça l'important.

Barricada : Pensez-vous que l'opposition ait une grande influence à Managua ?

Carlos Carrión : Le problème de la droite est que pendant dix ans elle a attendu que les Etats-Unis lui remette le pouvoir entre les mains. Elle n'a pas développé ses organisations ni structuré ses forces.

Le FSLN, quant à lui, s'est organisé à partir des actions sociales et économiques les plus importantes: l'alphabétisation, la réforme agraire et urbaine, la vaccination, la défense.

L'opposition n'a jamais montré le moindre intérêt pour la vaccination, par exemple au moment de l'ouragan. Elle n'a pas participé, non pas parce que quelqu'un l'en a empêché, mais parce que l'intérêt des gens lui importe peu.

Elle n'a même pas été sérieuse dans leur campagne contre le service militaire. Quand un jeune était tué au combat, ce sont les sandinistes qui étaient au côté de la famille, qui accompagnaient dans leur douleur les mères de ces combattants héroïques. En disant cela je n'entends pas nier que beaucoup de familles ont ressenti la mort de leur fils comme une agression du FSLN.

Barricada : Quelles sont les différences entre le militantisme du front et celui de la droite ?

Carlos Carrión : Le trait essentiel du prosélytisme de la droite est l'opportunisme. Ses représentants apparaissent dans les endroits où il y a un conflit et offrent quelque chose, pensant qu'en se montrant ils vont faire des adhésions. Leur technique d'organisation consiste à offrir de l'argent: ils proposent de payer une pompe pour un puits, en échange de quoi ils demandent que les gens adhèrent. Ils ne fondent pas leur prosélytisme sur une identification avec la population et une relation systématique pour conduire la communauté à affronter ses problèmes de façon permanente. On voit bien dans les manifestations de l'opposition que les gens ne savent pas pourquoi ils se mobilisent.

Barricada : Y a-t-il des secteurs qui font pression pour obtenir des concessions ?

Carlos Carrión : Certains sont venus nous dire: "Nous sommes des électeurs". Nous leur répondons chaque fois que nous n'achetons pas les votes. Pourquoi ? tout simplement parce que celui qui est avec le Front croit en nous et il assume le programme révolutionnaire. Si nous achetons des votes en échange de concessions, nous n'avons aucune garantie et il y aura toujours quelqu'un

qui va passer derrière pour offrir davantage. Celui qui se vend se vend, c'est son problème.

Nous savons que des milliers de dollars vont être distribués pour acheter tout ce qui sera achetable. Mais nous avons la certitude que la majorité du peuple n'est pas à vendre. Le FSLN a une immense confiance en la victoire, malgré toutes les restrictions.

Barricada : Que pensez-vous de la campagne politique de "La Prensa" ?

Carlos Carrión : Sa faiblesse réside dans le fait que ses dirigeants représentent le passé le plus honteux. Leurs actions, leurs attributs et leur condition personnelle leur ôtent toute crédibilité. "La Prensa" a applaudi de façon systématique chaque fois que des fonds ont été attribués à la Contra. Elle a soutenu le blocus économique. Avec le COSEP, elle s'est opposée à la venue de l'aide pour stabiliser l'économie. Et voilà que maintenant elle se dit préoccupée par la situation des enseignants. S'il vous plaît ! C'est un cynisme effréné mais on a des armes pour le combattre.

La pauvreté et la misère de notre pays, ce sont ces gens-là qui les ont provoquées pendant plus de cent ans. Seul le FSLN, aussi bien dans la clandestinité qu'au pouvoir, s'est préoccupé de cette situation et l'a affrontée avec sérieux. Pourtant, si l'on ne prend pas le taureau par les cornes, en expliquant, en informant, les mensonges de "La Prensa" peuvent finir par influencer certains secteurs de l'opinion.

"La Prensa" a un autre point faible: son fanatisme. Ses dirigeants ne reconnaissent ni n'acceptent quoi que ce soit qui vienne des sandinistes, de la révolution. Prétendre gommer des réussites qui sont évidentes, représente une offense à l'intelligence politique du pays. Cependant on ne peut mésestimer le mal qu'ils peuvent provoquer. Des eaux sales qui tombent pendant des années dans un canal, même s'il est bien construit, peuvent peu à peu provoquer une érosion.

C'est cela que voudrait faire "La Prensa". Le vaccin contre le venin qu'elle distille quotidiennement est de dire quotidiennement la vérité.

Barricada : Quel est le message du sandinisme en ce Xème anniversaire ?

Carlos Carrión : L'axe principal de notre message vise à déterminer qui et quoi est à l'origine de la situation actuelle. Faire un bilan humain, personnel de ces dix ans de révolution, non pas le bilan des ajustements économiques, mais un bilan de ce que signifie, pour chaque citoyen, avoir participé à cette décennie révolutionnaire.

CINQ JOURS DE REFLEXION SUR LE DESTIN DE LA TERRE

par Raquel Fernández

Managua, 9 juin (ANN) Du 5 au 9 juin, dans cette capitale située au bord d'un lac pollué et moribond, 700 personnes venues de 60 pays ont réfléchi sur le thème "Destin et Esperance de la terre" pour trouver des alternatives de développement équilibré.

Cette conférence, qui a eu lieu en 83 à New York, en 85 à Washington, et en 87 à Ottawa, s'est déroulée pour la première fois dans le Tiers-Monde. Le Nicaragua a été choisi en reconnaissance pour ses efforts en faveur de la paix, condition indispensable à la protection de l'environnement.

Pour la première fois également, la conférence a pris le nom de congrès et ses déclarations finales, jusque-là déclarations de principe, devront désormais être appliquées. A cette fin, les délégués ont décidé la création d'une commission exécutive dont le siège sera dans le dernier pays où a eu lieu le congrès, le Nicaragua cette fois-ci, et sera formée d'un représentant de chaque continent. Une résolution établit qu'en 1991 le congrès aura lieu dans un pays africain.

Parmi les actions décidées, figure la constitution d'un "réseau mondial des femmes pour l'environnement" destiné à stimuler l'activité des femmes dans les tâches de protection de la nature, surtout dans les pays en voie de développement. Les femmes sont majoritaires dans les actions en faveur de l'écologie; en Europe, 70 % des militants écologistes sont des femmes.

Les participants ont rendu hommage à tous les gouvernements qui ont fait entrer l'étude et la défense de l'environnement dans leurs programmes de développement. Ils ont exhorté tous les pays du monde à intégrer à leurs systèmes d'éducation la "culture écologique", pour que les nouvelles générations aient une attitude plus responsable en ce qui concerne l'environnement et les ressources naturelles.

La dette extérieure du Tiers-Monde a également été évoquée.

Le congrès a conclu que les pays développés, responsables de la dégradation écologique des nations appauvries, doivent compenser d'une façon ou d'une autre la dette écologique qu'ils ont contractée. Il a proposé que l'argent drainé par la dette du Tiers-Monde constitue un fonds mondial pour la restauration de l'environnement et pour le développement des pays pauvres.

Les délégués ont également abordé la question du droit des minorités ethniques à se développer leur propre culture. Ils ont insisté sur la nécessité de sauvegarder

l'intégrité des personnes, les institutions, les biens, l'organisation, le travail et les territoires de ces minorités, comme un droit fondamental et une contribution au développement des pays où ils vivent.

Ils se sont montrés préoccupés par la destruction des forêts, particulièrement celle d'Amazonie brésilienne, où chaque jour 50 hectares de bois disparaissent.

C'est cependant la guerre qui, selon eux, est la plus inquiétante. En effet, ils ont estimé qu'elle est le principal facteur de pollution et de destruction de la planète. Tout d'abord, elle absorbe d'importantes quantités de ressources non renouvelables pour la fabrication des armes et de toute la technologie. Le processus de fabrication en soi est également polluant et destructeur, par les déchets industriels qu'il produit.

L'action des armées affecte aussi la nature et peut même provoquer l'irréparable en cas de conflit nucléaire. Enfin, la guerre englutit d'énormes ressources économiques et humaines qui pourraient être utilisées à sauver l'environnement. C'est pourquoi les participants au congrès ont décidé de consacrer tous leurs efforts en faveur de la paix, qui ne peut se construire que sur la justice économique permettant de mener à bien des programmes de développement respectant l'écologie.

ET LE NICARAGUA A SURVECU

Une entrevue avec Ligia Vigil, coordinatrice de la campagne "Nicaragua doit survivre".

par Sergio Ferrari

Managua, juin (ANN). La campagne "Nicaragua doit survivre" avait comme principal objectif d'adapter le travail de la solidarité aux nécessités de la survie en temps de guerre, ainsi que l'explique Ligia Vigil au début de l'entrevue qu'elle a accordée à l'ANN.

C'était un défi difficile : il signifiait une adaptation du travail de la solidarité à l'extérieur et exigeait une grande confiance politique dans le processus nicaraguayen. Cette confiance a été totale si l'on fait une évaluation des relations entre la solidarité et la révolution durant ces dernières années et si l'on considère les nouveaux projets, par exemple l'appui apporté aux ouvriers licenciés afin qu'ils puissent s'installer en milieu rural.

Menée par un petit groupe de trois personnes, la campagne "Nicaragua doit survivre" a réussi à canaliser 12 millions de dollars d'aide pour le pays, plus trois millions pour l'année en cours. Elle a également été l'occasion de débattre du type d'appui dont le Nicaragua avait besoin dans ce moment spécifique. Malgré les difficultés, le mouvement de solidarité s'est consolidé...

ANN : Pourriez-vous nous rappeler l'origine de la campagne "Nicaragua doit survivre" ?

Ligia Vigil : La campagne est venue en réponse à un changement de situation: nous sommes passés d'une économie de reconstruction nationale, durant les premières années qui ont suivi le triomphe, à une économie de survie en conséquence de la guerre d'agression. Tous les efforts ont convergé dans cette direction. Le Nicaragua entier a dû lutter pour la production agricole et pour les projets sociaux correspondant aux circonstances par exemple, dans la santé, nous avons accordé une priorité à la prévention et aux besoins sanitaires liés à la guerre.

Au niveau de l'éducation, une nouvelle conception a prédominé : maintenir dans les meilleures conditions possibles l'infrastructure existante mais sans procéder à de nouvelles constructions. Notre décision d'alors a été d'assurer tout, de l'enseignant au crayon, en passant par le papier et le matériel pédagogique, mais sans nous préoccuper de construire des écoles. Les classes pouvaient être données n'importe où, sous une tente, sous un arbre. Nous avons essayé également, par cette campagne, de faire venir dans le pays le matériel utile au travail agricole, depuis les machettes jusqu'aux bottes en caoutchouc.

ANN: Y a-t-il eu des problèmes pour expliquer ce changement au mouvement de solidarité ?

Ligia Vigil : Adapter le travail de solidarité à cette étape de survie du pays n'a pas été facile. Il y a eu une polémique au sein des groupes qui nous soutenaient à l'extérieur. Si quelqu'un vient au Nicaragua construire une école, participer à la récolte ou aider un village, c'est très difficile de lui demander, une fois de retour dans son pays, de ne pas continuer l'appui à ce village, qu'il a connu, dans lequel il s'est intégré, mais de poursuivre la solidarité pour le Nicaragua dans son projet global.

Le moment n'était plus aux jumelages de villages ou de groupes, il fallait "jumeler" toute la solidarité internationale avec le projet révolutionnaire pour le sauver, parce qu'en dernière instance, si la révolution perdait, il n'y avait plus de projet social possible.

Nous avons alors demandé à nos amis étrangers de comprendre qu'il fallait par exemple abandonner un projet concret, ne pas terminer l'école qu'ils étaient en train de construire pour faire, à la place, une campagne autour d'autres nécessités plus globales du pays.

Cette période a eu des aspects positifs : face à cette réalité nouvelle, la solidarité a compris et a progressivement changé. C'était une direction complètement différente que nous impulsions, c'était presque passer du blanc au noir. Pourtant, avec une grande responsabilité et une grande confiance, la majorité des groupes ont compris que ce qui était en jeu, c'était de sauver le projet révolutionnaire.

Il faut se rappeler qu'au moment où nous avons lancé la campagne, il y avait déjà dans le pays 250'000 personnes déplacées du fait de la guerre. Elles dépendaient presque totalement du gouvernement, dès les premières créations d'asentamientos.

ANN: Quel est le cadre des nouveaux projets proposés à la solidarité, par exemple l'aide au retour à l'agriculture des travailleurs affectés par les mesures de restructuration ?

Ligia Vigil : Désormais, les nouvelles priorités sont déterminées par des circonstances très précises. Le Nicaragua a besoin de 250 millions de dollars pour équilibrer le budget de l'année en cours. Tous les efforts vont donc dans ce sens: c'est dans ce cadre qu'ont été conçus les projets qui vont actualiser et prolonger la campagne "le Nicaragua doit survivre". Rien qu'en ville il y a eu 10'000 ouvriers touchés par les mesures de restructuration, sans compter les membres des forces armées, les employés des services etc... La proposition élaborée par la Centrale sandiniste des travailleurs et que nous promovons dans certains pays comme la Suisse, le Canada et le Japon, a pour objet de faciliter le retour à la terre de ces ouvriers. Dans notre pays, la grande majorité des citadins est d'origine paysanne et certains ont abandonné la terre il y a peu. Il s'agit d'assurer à ces travailleurs les objets indispensables à la vie quotidienne. Il y a des détails importants: par exemple, un ouvrier qui vit à Managua n'a pas besoin de couverture, à cause du climat de la capitale. Mais il va en avoir besoin dans la plupart des régions agricoles qui sont plus froides. Des bottes de caoutchouc, des vêtements chauds, des groupes électrogènes, des instruments de travail vont également être nécessaires.

Nous demandons ce matériel ou l'argent pour l'acheter sur le marché centraméricain ou latino-américain, ce qui permet d'économiser le prix du transport.

L'importance du projet est déterminée par les raisons pour lesquelles il a été nécessaire de la concevoir. Les mesures économiques, destinées à réduire les dépenses publiques et stimuler la production et la productivité ont augmenté le chômage. La solution la plus viable que propose le gouvernement est la réinsertion dans la production agricole. Nous devons accroître la production des produits d'agroexportation traditionnels et non traditionnels. Nous ne pouvons vivre toujours de la solidarité internationale.

ANN : Ces nouvelles priorités n'invalident pas le bilan global que l'on peut faire sur le sens de l'appui que le Nicaragua a reçu. Pouvez-vous ébaucher une analyse ?

Ligia Vigil : Je ne peux que redire ce que j'ai dit plus haut: l'aspect le plus positif de la campagne "le Nicaragua doit survivre" et des tâches fixées à la solidarité est d'avoir ouvert le débat et d'avoir obtenu un certain changement de la perspective qu'avait la solidarité.

Le côté négatif est que nous-mêmes n'avons pu être toujours à la hauteur de cette solidarité, en particulier en ce qui concerne le retour de l'information. Par exemple, ne pas avoir pu dire à tel comité où était allée sa donation, ne pas avoir pu expliquer ce que son geste a signifié pour les paysans, ne pas avoir pu décrire l'impact social de la campagne.

Nous pouvons donner les raisons de cette situation. Mais surtout, nous devons changer cet état de choses. Nous - le savons - et je l'ai personnellement constaté quand j'ai fait des voyages à l'étranger - que le travail de la solidarité est difficile. Que chaque dollar que nous recevons est le fruit d'un effort important. Nous savons que des milliers d'amis sacrifient leur temps et leur énergie pour consolider la solidarité avec le Nicaragua...

LE PROCESSUS ELECTORAL AVANCE

par Sergio Ferrari

Managua, 2 juin (ANN). C'est avec l'élection, prévue pour le 7 juin, des cinq membres du Conseil électoral suprême par l'Assemblée nationale, que se terminera la première et très importante étape du processus électoral, qui s'est ouvert le 18 avril par l'approbation des réformes à la loi électorale et s'achèvera le 25 février par les élections générales.

Au delà de la signification et de la dynamique propre du Conseil suprême qui supervise toute l'activité électorale du pays, il est intéressant de se pencher sur l'activité de tous les partis lors de cette première phase, à laquelle finalement la majorité a participé.

L'Assemblée nationale va donc élire les membres du Conseil électoral suprême, sur une liste de noms proposés par le président de la République. Ces noms ont été choisis parmi les listes de trois personnes envoyées par chaque parti. Deux des cinq membres seront de l'opposition, deux du parti au pouvoir. Le cinquième doit être un notable chargé de garantir un certain équilibre et l'impartialité dans les décisions. La désignation du notable et le choix du président ont fait partie ces derniers temps des grandes interrogations qui ont alimenté le débat et les tensions politiques.

Sur 16 partis ayant un statut légal, 13 ont fait parvenir à temps leur liste de candidats (trois pour chaque parti). Seuls ne l'ont pas fait le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), le Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste (MRAP-ML), deux partis d'extrême gauche ayant peu de force, et le Mouvement démocratique nicaraguayen, fraction d'Alfonso Robelo, longtemps lié à la Contra mais qui n'est toujours pas revenu au Nicaragua.

La proposition du "Groupe des Quinze" (la fraction Agustín Jarquín du Parti social-chrétien s'est jointe au "Groupe des Quatorze") a provoqué des tensions profondes qui menacent l'unité du groupe pour les élections. Sur les neuf partis qui ont une personnalité juridique (les autres sont des groupes et non des partis) le PSC, dirigé par Erick Ramírez et reconnu par l'Internationale démocrate-chrétienne, et le PLIUN ont présenté des listes à part, ce qui a mis l'unité en échec.

Mais le plus significatif, selon les observateurs, est que 13 des partis aient participé activement à la formation du Conseil suprême électoral, étape où se jouait en grande part la légitimité des élections de 1990. Une abstention de l'opposition leur aurait ôté de la crédibilité au plan international. Cependant, la participation à la formation du Conseil suprême électoral n'écarte pas une abstention future. On vient d'annoncer un prochain voyage de représentants du "Groupe des Quinze" à Caracas, où ils vont rencontrer les survivants de la Contra, c'est-à-dire le secteur Calero/Bermúdez.

Il faut rappeler que sont déjà revenus au Nicaragua Azucena Ferrey, Rose Davila et Fernando Agüero. Alfredo César, Pedro Joaquín Chamorro sont attendus la semaine prochaine, ainsi que sans doute Alfonso Robelo.

"Ce que cherche la droite, c'est une alliance plus concrète avec la Garde somoziste... Le choix des élections va être entre sandinisme et somozisme" souligne Rafael Solís, député sandiniste et secrétaire de l'Assemblée nationale. De gouvernement des Etats-Unis, selon lui, fait pression pour une entente plus organique entre la droite et la Contra pour pouvoir lancer une campagne de déstabilisation qui leur permette de reprendre la guerre dans de meilleures conditions.

Malgré ces stratégies, les premières étapes du calendrier électoral sont franchies. Tandis que l'opposition, qui présente de nouveaux symptômes de fissure, se débat dans la contradiction participation / abstention, le FSLN tend ses forces et prépare les prochains mouvements de ses pièces sur l'échiquier politique. Le plan "de Sandino à Sandino", annoncé le 26 mai dernier, définit les priorités d'ici les élections et ordonne les efforts de ses militants.

Dans les neuf mois qui viennent, le FSLN devra, en tant que parti au pouvoir, assurer le bon déroulement de tout le processus électoral et, en tant que force belligérante, obtenir "une victoire incontestable".

LES CHOSES QUI N'ONT PAS ETE FAITES EN DIX ANS DE REVOLUTION

par Raquel Fernandez

Managua, juin (ANN). Quand un gouvernement reste dix ans au pouvoir, on est porté à évaluer ses actions, surtout si, comme dans le cas de la révolution populaire sandiniste, ce sont des réussites nombreuses et importantes.

Mais il est également intéressant de savoir ce qui n'a pas été fait et pourquoi. Cela peut permettre de connaître plus profondément la nature du processus en marche, ainsi que les raisons qui font que le sandinisme se maintient à la tête du pays. C'est précisément de ces omissions volontaires, délibérées et préméditées qu'il sera question ici: une autre manière d'approcher la réalité nicaraguayenne.

C'est peut-être dans le domaine politique que le plus grand nombre de choses, et des plus importantes, n'a pas été fait. C'est là également que les oublis volontaires sont les plus révélateurs de la véritable nature du gouvernement.

Aucune occasion de négocier n'a été perdue, sur le plan interne aussi bien qu'extérieur. Chaque fois que la moindre possibilité s'est présentée, la révolution a tenté de négocier, tant avec ses adversaires de l'intérieur qu'avec ceux de l'étranger, n'hésitant à rompre les schémas traditionnels.

Sur le plan intérieur, la négociation et le dialogue avec les forces d'opposition a été tentée dès le début. Déjà, en 1981, un forum national a été créé parallèlement au pouvoir législatif, qui s'appellait alors Conseil d'Etat et où était également représentées toutes les forces du pays, pour mener à bien le débat avec l'opposition. C'est cette dernière qui a rompu le dialogue, accablée, bien qu'elle ne l'ait jamais avoué, par l'argumentation du gouvernement. Les débats étaient diffusés par la radio, en direct, et la droite n'a pas supporté le ridicule.

Par la suite, des contacts fréquents et actifs avec l'opposition se sont maintenus au moyen de différents mécanismes, le plus récent entre les présidents centraméricains. Au cours de cette rencontre le chef de l'Etat nicaraguayen a promis de réformer la loi électorale et la loi sur les médias. Avant et après le sommet Daniel Ortega a rencontré à plusieurs reprises les forces d'opposition.

Le Nicaragua a toujours soutenu et continue à soutenir les initiatives du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Panama et Venezuela) et de son groupe d'appui (Argentine, Uruguay, Brésil et Pérou). Il a soutenu également les réunions qui avaient pour objet la paix en Amérique centrale et sont connues sous le nom

d'Esquipulas I, II, III (Alajuela, Costa Rica, janvier 88) et IV (San Salvador).

De même, il n'a pas hésité à proposer, promouvoir exiger un dialogue direct avec les Etats-Unis. Les conversations de Manzanillo (Mexique) qui ont eu lieu au moment le plus dur de la guerre, en 1984, ont été interrompues unilatéralement par le gouvernement de Ronald Reagan. Mais Managua n'a jamais cessé de demander la reprise du dialogue.

Le gouvernement nicaraguayen a aussi tenté une négociation directe avec la Contra pendant le premier semestre de 1988, tout d'abord à Sapoa (frontière avec le Costa Rica) puis à Managua. Ces conversations ont été également rompues par la partie adverse. Mais avec ce geste, le gouvernement nicaraguayen a prouvé qu'il voulait la paix. Il a démontré à la communauté internationale que s'il utilise son armée, c'est parce qu'il y est obligé.

AUCUN NICARAGUAYEN N'A ETE EXILE

Bien que, depuis le triomphe de la révolution, beaucoup de Nicaraguayens aient abandonné le pays, aucun d'entre eux n'a été exilé ou n'est parti à cause d'une persécution politique. Par ailleurs, une ample et généreuse amnistie, décrétée en 1985, protège ceux qui, même très compromis avec la Contra, y recourent pour rentrer au Nicaragua. Quant à ceux qui sont partis parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec le gouvernement, sans pour autant se ranger du côté des Etats-Unis, ils peuvent revenir sans aucune difficulté.

AUCUN JOURNALISTE DE L'OPPOSITION N'A ETE AGRESSE OU ASSASSINE

Le Nicaragua est un des rares pays latino-américains où aucun journaliste de l'opposition n'a été frappé ou tué au cours des dix dernières années, pas plus que n'ont été les professionnels de l'information.

La répression, le terrorisme d'Etat et la torture n'ont jamais fait partie de la politique gouvernementale. Sous cet aspect, le Nicaragua, si souvent taxé de totalitaire, est une exception en Amérique centrale. Dans les autres pays, la répression sélective est si intense qu'on en est arrivé à tuer un archevêque au Salvador, deux présidents d'organismes pour la défense des droits de l'homme, au Salvador et au Honduras, des intellectuels de renom international au Guatemala, sans parler des paysans, leaders religieux, syndicalistes ou étudiants assassinés pour avoir demandé quelque soulagement pour leur peuple.

Au Nicaragua, les opposants ont pleine liberté pour s'exprimer. Leurs opinions sont quotidiennement diffusées par le journal *La Prensa*, un nombre important de radios et des publications variées, sans crainte des représailles.

LA PEINE DE MORT N'EXISTE PAS

Parmi les tout premiers décrets de la junte de gouvernement qui a pris le pouvoir en juillet 1979, figurait celui qui abolissait la peine de mort et la prison à perpétuité. La peine maximum encourue est de trente ans de prison. L'idée qui justifie une telle décision est que l'erreur est humaine et que tout juge peut se tromper, si bien qu'il est préférable de ne pas prononcer de châtement irréversible. Cette attitude morale démontre le profond respect que Tomás Borge exprime à de nombreuses reprises en expliquant qu'il est "préférable de laisser cent coupables en liberté que de condamner en innocent".

IL N'Y A PAS DE PARTI UNIQUE

Pour toute organisation qui arrive au pouvoir de façon indiscutable, la tentation est grande de se proclamer parti unique, tant pour les forces de gauche que pour les forces de droite. Pour ces dernières, les exemples abondent. Pour ne parler que de lui, Franco, en 1939, a fondé un parti au nom interminable et à l'idéologie maigre mais très solide, grâce auquel il a contrôlé le pays pendant quarante ans.

Le FSLN n'est pas tombé dans ce piège. Il ne s'est pas proclamé parti unique, bien qu'il ait eu des occasions irrésistibles de le faire. Il a garanti la liberté d'action des organisations d'opposition. En 1984, sept partis se sont présentés et cinq ont refusé de participer.

Pour ce qui est des élections de février 1990, 21 partis d'opposition sont actuellement légalement constitués.

LE NICARAGUA N'A JAMAIS ACCEPTE LES PRESSIONS ECONOMIQUES ET LES AIDES CONDITIONNEES

Il y a des choses, à mi-chemin entre le politique et l'économique, qui n'ont jamais été faites parce qu'elles avaient à voir avec la souveraineté nationale.

Le Nicaragua est un pays du Tiers-Monde, pauvre et fréquemment désolé par des catastrophes naturelles de toutes sortes. Il a besoin de la coopération internationale et se montre disposé à la recevoir pourvu qu'elle ne soit pas accompagnée de conditions.

Par contre il existe des pays comme les Etats-Unis qui ont une longue tradition d'intervention dans les affaires internes de leurs voisins au moyen de pressions économiques. "Si tu organise ta maison comme je le veux, je te donne de l'argent et en plus je te proclame pays démocratique dans le concert des nations", telle est leur philosophie.

En acceptant cette proposition, beaucoup de pays ont vu leur économie passer sous le contrôle de Wall Street, leur politique être décidée à la Maison Blanche ou au

Pentagone, par surcroît leur dette s'enfler exagérément et leur peuple tomber dans la misère et dans la soumission.

Au Nicaragua, les difficultés économiques sont importantes, mais au moins la maison est organisée comme ses habitants l'entendent ce qui, ajouté à l'espoir d'émerger de la pauvreté grâce à l'effort de chacun, apporte une certaine satisfaction.

LE NICARAGUA N'A RIEN CEDE DE SA SOUVERAINETE

Il est une politique économique fréquemment pratiquée par de petits Etats dépendants et même par d'autres considérés comme développés, qui consiste à vendre ou louer une partie de leurs territoires à d'autres pays pour faire face aux difficultés financières.

Il arrive ainsi que de vastes parties des eaux territoriales d'un pays soient inaccessibles pour la flotille de pêche, ou bien que ses ressources appartiennent à une multinationale, que les sites touristiques soient fermés à ses ressortissants, car le gouvernement a aliéné un morceau du territoire national.

Le Nicaragua, malgré sa faiblesse économique, n'est pas dépendant et il résoud ses problèmes en faisant appel à ses propres ressources. Il est disposé à recevoir un appui économique de l'étranger pour exploiter ses richesses naturelles au bénéfice de son peuple et des autres, mais seulement dans la mesure où cette aide profite à l'économie et ne lèse pas la souveraineté nationale.

ECONOMIE - LE NICARAGUA N'A PAS ABOLI LA PROPRIETE PRIVEE

Un des épouvantails agités par Somoza durant la longue lutte du FSLN était que si les sandinistes arrivaient au pouvoir, ils feraient disparaître la propriété privée. Quand le FSLN a pris le pouvoir, son action n'a pas été d'abolir la propriété privée mais de démocratiser le concept de propriété. Jusqu'en 1979, beaucoup de latifundias se sont constituées et agrandies en "avalant" les petites exploitations avoisinantes. Le procédé était simple : quand un latifundiste estimait qu'une petite ferme limitrophe entravait ses projets d'investissement, si le paysan ne voulait pas vendre au prix fixé par l'acheteur, celui-ci faisait appel à la Garde nationale qui le terrorisait ou l'assassinait. Ainsi le latifundiste pouvait s'emparer des champs abandonnés.

Le gouvernement sandiniste, après avoir confisqué les domaines d'origine douteuse - et ceux dont les propriétaires ont fui le pays à la chute de Somoza a proclamé la réforme agraire. Celle-ci a permis la distribution des terres à plus de 110'000 familles dans tout le pays. Ces familles sont aujourd'hui légalement propriétaires des terres qu'elles travaillent. La même politique a été menée

avec la propriété urbaine et d'autres types de propriété semi-féodale qui avaient prospéré avec la complicité de Somoza, qui en tirait profit.

Aujourd'hui, dix ans après, il y a plus de propriétaires - de terres, de maisons, de moyens de production, de services - qu'il n'y en a jamais eu dans l'histoire du pays. Ceux-ci se verraient automatiquement lésés si le FSLN perdait le pouvoir car n'importe quelle coalition de droite arrivant au gouvernement abolirait cette propriété de masse contraire aux intérêts du capitalisme.

MALGRE LA CRISE, LE NICARAGUA N'A PAS ABANDONNE LE PEUPLE

Quand un gouvernement planifie des mesures drastiques pour redresser une économie malmenée, les technocrates chargés de cette tâche apparaissent comme des extraterrestres que n'affectent pas les souffrances et la misère provoqués par leur programme. Ce n'est pas le cas du gouvernement nicaraguayen. Il est certain que les mesures adoptées ici ont les mêmes caractéristiques que celles d'ailleurs, mais elles comportent des aspects visant à protéger le peuple de leurs conséquences les plus dures. Par exemple, lorsque dans le but de réduire de déficit fiscal l'Etat a cessé de subventionner les grains de base et que les prix et les salaires ont été libérés, le "paquet afa" a été institué pour les travailleurs du secteur public, dont les salaires étaient bloqués. Ce "paquet afa" (riz-frijoles-azucar) consiste au minimum en 5 kgs de riz, 5 kgs d'haricots rouges et 2,5 kgs de sucre cédés chaque mois aux travailleurs du secteur public pour un prix qui oscille entre 5 % et 10 % de leur salaire.

De même, quand a commencé le processus de restructuration économique, avec l'objectif de réduire les frais des institutions et des entreprises tout en les maintenant en fonction, un programme de création d'emplois à la campagne a été mis sur pied. Ce programme comprend une assistance technique et financière et la remise de terres à ceux qui partent la travailler.

SUR LE PLAN SOCIAL ET D'EDUCATION

Le gouvernement a investi beaucoup d'efforts sur le plan social. La situation économique a rendu difficile l'application de son programme. C'est dans ce domaine que certaines omissions ont un poids des plus significatifs.

L'alphabétisation et l'éducation des adultes n'ont pas été abandonnées. Ces deux programmes visant à permettre l'accès de tous les Nicaraguayens à l'éducation et à la culture ont fait parties des priorités du gouvernement.

L'alphabétisation massive du début des années 80 a réduit l'analphabétisme de 60 % à 12 %. Elle se poursuit en direction des secteurs et des individus qu'elle n'a pas encore touchés. Mais à cause de la guerre et de la situa-

tion économique, l'analphabétisme a connu une recrudescence. Le programme se maintient dans tout le pays, y compris dans les régions les plus "chaudes" de la guerre, ou la Contra a parfois puni de mort pour le simple fait de posséder un manuel d'alphabétisation. Malgré tout, il y a toujours eu des volontaires pour porter les livres aux quatre coins du pays, camouflant parfois les manuels dans des sacs de maïs ou sous des chargements de bois. L'alphabétisation ne s'est arrêtée à aucun moment et elle ne s'arrêtera qu'avec la fin de l'analphabétisme.

Il en est de même pour l'éducation des adultes - classes du primaire accélérées destinées à faciliter le suivi d'un autre enseignement. Elle est venue s'ajouter à la croisade nationale d'alphabétisation et ne prendra fin, elle aussi, que lorsqu'elle aura touché tous les Nicaraguayens qui n'ont pas eu accès à ce niveau minimum de scolarisation.

LE PERSONNEL D'EDUCATION ET DE SANTE N'A PAS ETE DIMINUE

La première tentation d'un gouvernement soumis à la pression fiscale est de réduire l'investissement dans l'éducation et la santé, domaines coûteux et d'une faible rentabilité à court terme. Le gouvernement a dû réduire les investissements dans ces secteurs, mais avec la différence que les coupes budgétaires n'affectent que l'administration et non le service proprement dit. Aucun maître, aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière n'a été licencié. Aucune école, aucun hôpital ni centre de santé n'a été fermé pour des raisons économiques et au milieu des plus grandes difficultés, l'éducation et la santé se maintiennent.

LE NICARAGUA N'A PAS CREE UN FONDS POUR L'EMPLOI

Un mécanisme utilisé par de nombreux gouvernements pour faire face au mécontentement des chômeurs consiste à créer un fonds pour le chômage permettant de verser une allocation aux travailleurs qui perdent leur emploi. Le Nicaragua se refuse à faire appel à ce type de solution, préférant, en fonction de ses possibilités, mobiliser ses ressources pour lutter contre le chômage. L'argent que d'autres pays destinent à maintenir dans l'inactivité de larges secteurs de la population active a été investi au Nicaragua dans la création d'emplois et dans des projets collectifs - par exemple jardins potagers communaux - qui permettent aux travailleurs de produire des biens utiles à tous et d'être intégrés à la collectivité.

LE DOMAINE CULTUREL

Le monde de la culture ne peut être étranger au gouvernement d'un pays dont le président est un poète, le vice-président un romancier et qui abrite des artistes de toutes les branches, un pays dont les citoyens dansent ou composent si naturellement des chansons, des poèmes...

IL N'A PAS ETE DEFINIE DE POLITIQUE CULTURELLE NI D'ART OFFICIEL

C'est là que les talents du gouvernement en matière de démocratie et de respect ont rencontré leur expression la plus complète. Ici, toute expression artistique est possible et, dans la mesure où les ressources économiques le permettent, aidée financièrement. De la poésie libre au sonnet, de la chanson engagée à la ballade romantique, du roman policier au roman social, de la musique de chambre au "Heavy Metal", de l'art abstrait des plus abstraits à la peinture primitiviste, rien n'est interdit, rien n'est marginalisé, aucun thème n'est impossible, aucun domaine n'est chasse-gardée.

Tout est permis et la seule chose qui est attendue d'un artiste est la qualité, que son travail soit digne de l'attente des amateurs exigeants. Les uniques limites auxquelles se heurtent les artistes sont celles de leur créativité, les limites de temps et les limites matérielles inévitables dans un pays pauvre, mais celles-ci ne paralysent pas. Bien souvent, au contraire, elles stimulent les artistes nicaraguayens.

IL N'A PAS SURGI DE DISSIDENCE

La dissidence est un phénomène inévitable dans des sociétés où les artistes se sentent "verrouillés" et aliénés. Ses manifestations sont nombreuses, depuis l'abandon du pays et du milieu jusqu'au refuge dans la bohème ou le statut d'artiste maudit.

Au Nicaragua, personne ne s'en va poussé par la nécessité créative, bien que beaucoup voyagent pour aller chercher les ressources nécessaires et reviennent par le plus court chemin. On ne rencontre pas de "maudits". Même ceux dont l'oeuvre ne reçoit pas un bon accueil populaire trouvent toutes les portes ouvertes pour faire connaître leurs créations. La bohème n'a pas beaucoup de chance de se développer dans la mesure où la majorité des artistes nicaraguayens doivent s'intégrer à une activité, qu'elle soit ou non en rapport avec leur art.

UNE OMISSION DIFFICILE A REPERTORIER

En plus de cette liste de choses que le Nicaragua n'a pas faites - plus toutes celles qui manquent - il en reste une difficile à classer, car elle relève tant du domaine de la politique que de l'économique, du social et du culturel : c'est le fait qu'en dix ans...le président du Nicaragua n'est jamais allé à Washington ni ailleurs chercher d'autorisations pour mener sa politique.

EL SALVADOR : ECHEC DE LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS

par Orlando Gómez

Managua, 4 juin (ANN). A la lumière de l'analyse et du réalisme politique, l'arrivée de Cristiani à la présidence peut être considérée comme le point culminant de l'échec de la politique extérieure des Etats-Unis ces dix dernières années.

Un savant dosage d'aide militaire et économique - support de la guerre de "faible intensité", de légères pressions pour le respect des droits de l'homme et de la légalité, des réformes sociales et la manipulation d'un éventuel règlement négocié de la guerre : telle était la formule de Reagan pour le Salvador. Non seulement elle n'a pas apporté les résultats escomptés mais a amené le pays au bord d'un terrible éclatement social. Cette constatation du FMLN est confirmée par la réalité.

Il semble que la nouvelle Administration Bush prenne le même chemin. Elle applique au Salvador la "recette" contenue dans le document de Santa-Fé II : "Un appui en temps voulu et un financement adéquat peuvent et doivent prévenir les soulèvements et la guerre civile".

Le Salvador, qui ne représente qu'1 % de la population latino-américaine, est, de tout le continent, le pays qui reçoit actuellement le plus d'aide des Etats-Unis le continent. Les chiffres sont révélateurs :

En 1989, le Salvador recevra la moitié de l'assistance des Etats-Unis pour l'Amérique centrale et un tiers de l'aide destinée à l'hémisphère occidental. Depuis 1981, le Salvador a reçu environ 3,5 billions de dollars d'aide directe.

La fondation *Heritage* dans son évaluation de la situation du pays admet l'échec de cette politique, reconnaissant la "profonde détérioration de l'économie salvadorienne". Elle va plus loin et affirme que "la politique des Etats-Unis envers le Salvador a contribué à cette détérioration". Le département d'Etat continue à maintenir qu'un des principaux objectifs du programme économique est de "favoriser le redressement et la croissance".

Mais une chose est ce que l'Administration Bush souhaite et une autre la cruelle réalité vécue par le peuple salvadorien. Les recherches réalisées par l'Université centraméricaine de San Salvador ont révélé récemment que 96 % des familles du pays ont des ressources très inférieures au niveau minimum et les propres statistiques du département du commerce des Etats-Unis évalue le taux de chômage ou de sous-emploi à 45 %.

L'ONU indique que "les conditions de vie ont empiré pour une grande majorité de Salvadoriens en 1988". La Chambre des représentants sait que l'extrême-droite a déjà transformé les lois pour permettre aux grands pro-

priétaires de garder la majorité des terres que la deuxième phase de la réforme agraire prévoyait de distribuer aux paysans.

Il est clairement établi d'autre part que la majorité des assassinats de civils commis en 1988 ont été l'oeuvre des forces gouvernementales, suivies par les escadrons de la mort. Les avertissements lancés par le vice-président Dan Quayle en février de cette année n'ont pas empêché les abus d'augmenter de la part de la police et de l'armée. Tout le monde sait que les assassinats de Monseigneur Romero et de centaines d'autres personnes n'ont pas été éclaircis.

Le département d'Etat reconnaît dans son rapport de 1988 qu'à peine 15 % des 4390 prisonniers sont passés en jugement, certains attendant depuis 18 mois. L'ambassadeur des Etats-Unis lui-même a été jusqu'à dire qu'au Salvador "il n'y a pas de justice".

Aujourd'hui, toute la stratégie étatsunienne s'écroule. L'écart s'est creusé entre riches et pauvres. Le "centre" politique qui prétendait se construire autour du Parti démocrate-chrétien est en faillite, ARENA est parvenue à un contrôle total de l'appareil d'Etat.

L'Administration Bush a tenté de dissimuler cet échec et de faire apparaître ARENA, le parti des escadrons de la mort, comme "réformiste" et "modéré".

Sur le plan militaire, l'échec est également évident. Malgré 630 millions d'aide militaire, 1,7 billions d'aide économique, plus l'aide indirecte accordée depuis 84, les forces armées n'ont pu ni écraser le FMLN ni le faire plier. Les analystes indiquent qu'aujourd'hui le FMLN est politiquement et militairement plus fort qu'en 1980. Il s'est renforcé, il agit dans toutes les zones du territoire, ses récentes et continuelles opérations dans la capitale ébranlent les fondations du pouvoir oligarchique et militaire, provoquant l'accélération des contradictions dans ces secteurs.

Dans ce contexte, l'arrivée au pouvoir de Cristiani et son parti ARENA est un motif de préoccupation pour de larges couches de la société salvadorienne, un retour à la situation de 1980 selon certains. Le programme économique néo-libéral et anti-populaire va approfondir la crise sociale. Il va obliger Cristiani à chercher de manière réaliste une solution négociée à la guerre ou bien à assumer la ligne de d'Aubuisson, l'aggravation de la crise amenant mort et douleur pour le peuple salvadorien.

EN BREF :

LE POINT SUR LE PROCESSUS ELECTORAL

par Ondina Olivas

Managua, 9 juin. (ANN) L'Assemblée nationale vient d'élire par une large majorité les magistrats du Conseil électoral suprême. Ce vote clôt la première étape du processus électoral qui s'est caractérisée tant par la souplesse du FSLN que la participation de l'opposition.

C'est Mariano Fiallos Oyenguren qui a été élu président du Conseil électoral, par 73 voix pour, trois voix contre et deux abstentions. Ce professeur, ancien recteur de l'Université autonome (UNAN) a déjà présidé la même instance lors des élections de 1984. Son suppléant est Julian Corrales, vice-ministre de l'éducation. Les autres magistrats élus sont Leonel Argüello (FSLN), Aman Sandino (Parti conservateur-démocrate) et Guillermo Selva (Parti libéral indépendant). Rodolfo Sandino Argüello a été choisi comme notable.

Juriste, professeur d'université, il a été magistrat de la Cour suprême de justice de 1970 à 1979, et a occupé plusieurs charges au sein du Parti conservateur dans les années soixante et soixante dix.

Par ailleurs, le panorama politique se précise. Le conseil des partis politiques vient d'attribuer la personnalité juridique à quatre groupes supplémentaires, qu'il avait refusé de légaliser lors d'une précédente session pour insuffisance de différenciation avec leur partis d'origine et pour insuffisance de documentation (voir cadre). Se sont donc 21 partis qui pourront se présenter aux élections de 1990.

Les formations d'opposition sont actuellement renforcées par les responsables de la Contra qui reviennent au Nicaragua en recourant à l'amnistie. C'est le cas d'Alfredo Cesar, rentre le 11 juin pour prendre la tête du Parti social-démocrate.

L'unité de l'opposition, qualifiée de "factice" par un dirigeant du Parti social-chrétien (PSC), reste fragile. Récemment, le "Groupe des Quinze" a expulsé le PSC et le Parti libéral d'unité nationale (PLIUN) qui avaient présenté des listes à part pour l'élection du Conseil électoral suprême. La coalition, rejointe par le Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN) d'Alfonso Robelo, a pris pour nom "Union nationale d'opposition" (UNO).

Par ailleurs, on a appris que la fraction d'Hernaldo Zuni-ga, qui dispute le pouvoir à Clemente Guido au sein du Parti conservateur-démocrate, s'unira pour les élections au parti du social-conservatisme de l'ancien contra Fernando Agüero.

Le gouvernement a invité des observateurs internationaux pour assister aux scrutins de l'an prochain, en particulier des représentants de l'ONU, de l'OEA et du Venezuela. Le ministre allemand de la coopération, Jurgen Warnke, a pour sa part annoncé que son gouvernement serait disposé à attribuer une aide financière et matérielle.

Par ailleurs, le nouveau président du Conseil électoral, Mariano Fiallos, fait un voyage en Europe pour solliciter une contribution à l'organisation des élections. Il se rendra à Stockholm, Oslo, Copenhague, Helsinki, Madrid, Paris et Bruxelles.

QUATRE NOUVEAUX PARTIS

Les quatre groupes politiques qui viennent d'obtenir leur légalisation sont:

La fraction Rappaccioli/Matamorros du Parti conservateur du Nicaragua (PCN), qui prend le nom de "Parti national conservateur" (PNC).

La fraction Eduardo Rivas Gasteazorro du Parti social-chrétien (PSC), qui prend le nom de "Parti d'action nationale" (PAN).

La fraction Agustin Joarquin du PSC, qui prend le nom de "Parti démocratique de confiance nationale" (PDCN).

Le Parti libéral (PALI)

DERNIERE HEURE: FORTE DEVALUATION DU CORDOBA

Managua, 12 juin (ANN). Dans le but de stimuler les exportations, le gouvernement a décidé de dévaluer le cordoba de 110,5 %. Le taux de change officiel est passé de 9'500 cordobas à 20'000 cordobas pour un dollar.

Le président Ortega a expliqué en conférence de presse qu'il n'y aura pas d'autre dévaluation pendant le mois de juin. Les salaires des fonctionnaires vont être augmentés de 36 %, en plus des 14 % déjà accordés en début de mois. Ceux des enseignants et du personnel de la santé seront augmentés de 50 %.

L'Etat va procéder à "une surveillance rigoureuse" des prix et n'autorisera la hausse que lorsqu'elle sera justifiée. Le prix du combustible nécessaire aux activités de la production et celui du gaz domestique vont être subven-

tionnés. Par ailleurs, l'Etat va importer de la nourriture pour éviter que la pénurie de certains produits, normale au mois de juin, ne provoque une hausse exagérée.

Le chef de l'Etat a expliqué que cette forte dévaluation est due à un excès de monnaie en circulation provoqué par l'attribution de crédits au - producteurs en ce début de cycle agricole, mais aussi à la spéculation sur le dollar au marché noir. Il a souligné que la politique de crédit est conçue pour que les producteurs réinvestissent leurs excédents et les primes en dollars qu'ils reçoivent dans la production agricole, et non pas pour que la grande quantité d'argent qu'ils ont entre leurs mains alimente le marché noir des devises.

Il a ajouté qu'il n'était pas possible que les salariés soient les seuls à supporter les conséquences de mesures économiques adoptées pour freiner l'inflation et que tous les secteurs devront apporter leur part de sacrifices.

LA RFA DISPOSEE A APPUYER LE PROCESSUS ELECTORAL

Managua, 9 juin (ANN). Jurgen Warnke, ministre allemand de la coopération, a rencontré le président Ortega au cours d'une visite officielle de deux jours à Managua. A la sortie de la réunion avec le chef de l'Etat, le ministre a affirmé que son gouvernement était prêt à appuyer le processus électoral.

Il a précisé que le groupe d'opposition "UNO" (union nationale d'opposition) lui a signalé qu'une aide technique et matérielle était nécessaire pour mener à bien les élections. Jurgen Warnke a souligné que son gouvernement était disposé à l'apporter en coopération avec d'autres pays ayant accepté la demande du gouvernement nicaraguayen, comme le Venezuela, qui fournira une assistance technique. Il a salué comme positif le fait que le gouvernement nicaraguayen ait annoncé qu'il continuera à discuter de modifications à la loi électorale et à la loi sur les médias avec les partis participant aux élections.

A un journaliste de *Barricada* qui lui avait demandé quelles perspectives il voyait à la mission de vérification - à laquelle la RFA a été invitée à participer aux côtés de l'ONU -, compte tenu de la présence de la Contra au Honduras, le ministre a répondu: "Nous n'avons pas reçu pour l'instant d'invitation officielle, mais le gouvernement de la RFA a une attitude ouverte. Il existe quelques difficultés d'ordre constitutionnel en ce qui concerne l'envoi de nos forces armées pour participer à cette vérification. Nous n'avons pas défini quelle entité ou quelle unité sera envoyée. L'important est que les engagements pris lors d'Esquipulas II soient respectés et nous voyons la présence des forces de la Résistance au Honduras comme un facteur de retard dans leur application. Il faut voir cela également dans le contexte de la plainte

déposée par le Nicaragua auprès de la Cour internationale de justice de La Haye. Nous savons qu'il y a des divergences d'opinion entre le Nicaragua et le Honduras et nous espérons que'elles seront dépassées."

Jurgen Warnke a rencontré son homologue nicaraguayen, Henry Ruiz. Il a fait une visite privée au cardinal Obando et a eu des conversations avec le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), l'opposition, la Commission pour la défense des droits de l'homme (de droite), le Conseil évangélique pour l'aide au développement (CEPAD), le président du Conseil électoral Mariano Fiallos ainsi qu'avec les directeurs de différents journaux.

LA MONTRE DE L'ANN : L'HEURE DIX DE LA SOLIDARITE

par Sergio Ferrari

Managua 9 juin (ANN) Dans les heures qui viennent, nous pourrons probablement voir au poignet des membres de la direction du FSLN les montres "rouges et noirs" qui leur ont été offertes hier par l'ANN en matière d'hommage.

Toute la qualité et la tradition horlogère de ce pays ont été mises au service de cette montre. Elle existe en deux formats: sur un fond noir, deux aiguilles blanches, un grand "Nicaragua libre" en rouge et un seul chiffre, le dix. Dans sa partie inférieure, "ANN" s'inscrit en petites lettres blanches à côté du "Swiss made" traditionnel pour ce type de mécanisme à quartz et pile de rechange.

Tous ces détails anecdotiques ne seraient rien d'autre que la description d'un joli produit pour qui ignorerait tous les espoirs que les créateurs de la "montre du dixième anniversaire" ont placés dans leur projet. Le projet a été coordonné et organisé par le bureau de l'ANN à Zurich. L'idée est née des discussions entre Managua et Zurich, dans notre recherche de solutions pour survivre et nous assurer un financement propre, au milieu d'une situation financière plus que difficile.

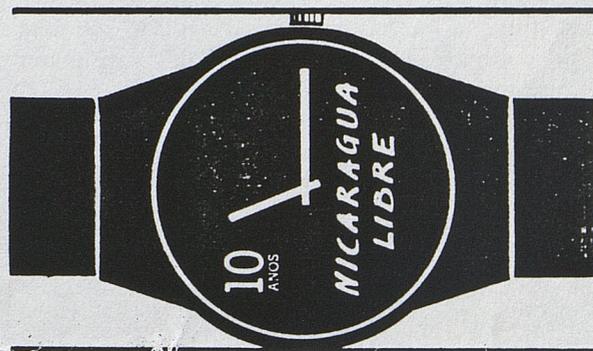
Une fois l'idée lancée, un petit groupe de concepteurs professionnels ont donné forme au rêve et un dépliant publicitaire a été élaboré pour le populariser, prenant en compte les règles du jeu du marché européen, réglé par la concurrence et envahi par la publicité.

Un collectif alternatif d'horlogers affiliés au syndicat de cette branche (SMUV) a pris en une autre étape. Quelques audacieux se sont risqués à apporter un capital initial -introuvable à l'ANN - pour permettre de donner le jour à la "montre de l'anniversaire".

Ce long processus de quatre mois a abouti hier : huit montres ont été offertes à Managua aux membres de la Direction sandiniste en même temps qu'à Berlin Tomás Borge a reçu la sienne des mains de notre correspondant en Europe, au cours d'une fête de solidarité.

La montre et le coeur rouge et noir qui apparaît sur les posters et les chemises ici et partout où la solidarité est active : deux symboles d'une même marche, d'une même résolution.

Commandez en payant d'avance et indiquant le modèle (homme ou femme). Prix en francs suisses : 69.50, CCP 80-16672-5, prix en francs français 250.- par chèque à ANN Zürich.



VOYAGE D'OMAR CABEZAS EN EUROPE

Managua, juin (ANN) "De la même manière que nous appelons le peuple nicaraguayen à serrer les rangs face à ses adversaires, nous appelons la solidarité à serrer les rangs aux côtés du Nicaragua" a déclaré le commandant Omar Cabezas à la veille de son départ pour l'Europe, où il rencontrera les mouvements de solidarité d'Allemagne, de France, du Luxembourg, de Belgique et d'Espagne.

O. Cabezas, coordinateur des Comités de défense sandiniste - principale organisation communale du pays - et auteur de deux romans qui l'ont fait connaître à l'étranger, a estimé au cours d'une conférence de presse qu'il était "important d'établir un dialogue direct", sachant que la communauté internationale est bombardée d'informations déformées. Le dirigeant sandiniste rencontrera des personnalités politiques et participera à des activités de solidarité. Entre autres, assistera à la fête qui marquera le dixième anniversaire de la révolution.

Les objectifs de son voyage sont nombreux: dénoncer la campagne que les Etats-Unis ont lancée contre les élections nicaraguayennes, trouver une aide financière au processus électoral, alimenter la campagne "le Nicaragua doit survivre" préparer les rencontres et la fête de la solidarité qui se tiendront en juillet à Managua.

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

URGENT

L'agence Nueva Nicaragua cherche pour son bureau à Zurich

ADMINISTRATEUR / ADMINISTRATRICE

Vos tâches seront :

- gestion du bureau de Zurich (travail avec ordinateur) : service d'abonnement, correspondances
- rédaction du Bulletin (en français ou allemand)
- publicité, promotion des services de l'ANN
- coordination des activités de l'ANN en Europe
- contacts avec les clients

Nous souhaitons :

- expérience pratique au Nicaragua ou Amérique Latine et dans la solidarité
- maîtrise de l'espagnol, du français et de l'allemand
- goût pour le travail en équipe
- talent d'organisateur/trice

Dirigez votre lettre de candidature à ANN, Postfach 236, 8042 Zurich

JA/PP
8042 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite